

Débat

# Après les élections européennes : de quoi la montée du Front national est-elle l'expression, et comment y répondre ?

lundi 9 juin 2014, par [HAYOT Alain](#), [LEBOURG Nicolas](#), [PELLETIER Willy](#) (Date de rédaction antérieure : 27 mai 2014).

**Débat avec Willy Pelletier, sociologue, Nicolas Lebourg, historien, spécialiste de l'extrême droite et Alain Hayot, sociologue, délégué national à la culture du PCF.**

Sommaire

- [Une manière de conjurer le \(...\)](#)
- [Une protection unificatrice](#)
- [Construire un nouveau récit](#)

---

## Une manière de conjurer le déclassement collectif

**Par Willy Pelletier**, sociologue, Champ libre aux sciences sociales

Ce n'est peut-être qu'un début. Le score du Front national (FN) va croître à mesure qu'en tous secteurs, les « modernisations » libérales se cumulent et leurs effets s'amplifient, toujours plus d'individus se trouveront peu assurés de leurs statuts, ne supporteront plus leurs situations, redouteront l'avenir, et craindront que les plus proches d'eux socialement s'en tirent mieux qu'eux-mêmes. Les votes FN proviennent de transformations structurelles qui affectent des groupes sociaux divers et changent les relations dans et entre ces groupes. Pour certains milieux populaires, dans des « quartiers » urbains, la relégation liée au chômage qui dure, la réclusion dans des HLM dégradées, la compression des revenus et l'échec scolaire des enfants rapprochent leurs conditions d'existence de celles des groupes dont ils se sont crus éloignés : les immigrés installés depuis moins longtemps qu'eux. Le bulletin FN exprime alors la hantise d'être précipité dans le monde auquel ils entendaient échapper, une manière de conjurer le déclassement collectif vécu dans l'isolement, en s'écartant symboliquement des plus proches objectivement.

Hier, les solidarités ouvrières renaient de voir dans le voisin d'atelier ou de quartier, immigré ou jeune, la menace essentielle. Avec l'atomisation des collectifs de travail et la flexibilité, la perception d'un intérêt commun « contre les patrons » devient difficile. L'accentuation de la compétition dans et pour le travail favorise des replis sur soi, le chacun pour soi et un sentiment d'impuissance, qui disposent à s'en remettre à un « chef », surtout s'il offre une nouvelle identité positive (« nous, les Français ») et des clés simples pour « s'en tirer » : virer les immigrés, refaire une France forte pour

les Français, etc.

Sous ce rapport, pas étonnant que des jeunes à l'avenir bouché, et qui vivent toutes les concurrences nouvelles, sans avoir les capitaux économiques ou culturels pour s'en sortir aisément, votent FN, c'est-à-dire pour un ordre renouant avec « le temps d'avant », où l'écart entre les aspirations, les anticipations de soi et les chances objectives de succès n'était pas si élevé. Marx a repéré un processus homologue dans son étude des « paysans parcellaires », cette « masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres », et qui vote Bonaparte en 1851.

Mais, comme l'établit Violaine Girard, le vote FN n'est pas seulement un vote de déclassement et de relégation. En zones périurbaines, certains techniciens en fin de carrière, propriétaires de pavillon, votent Le Pen. Ils sont « sortis » des quartiers populaires des banlieues voisines. Pour eux, voter Le Pen, c'est se distinguer de ceux qui vivent en habitat social (souvent les immigrés) ou de ceux qui bousculent l'ordre (souvent les jeunes). Ils ne sont pas affectés par le déclassement et la précarisation mais se sentent fragilisés. Pour d'autres raisons : dans leur promotion au travail, ou dans l'anticipation redoutée d'une retraite les pénalisant, ou du fait des incertitudes sur la réussite scolaire et professionnelle des enfants.

Ces dynamiques sociales n'expliquent pas seules les scores du FN. Il faudrait étudier les votes en monde rural. Ajoutons juste deux constats. Le premier concerne la représentation politique des groupes populaires. Leurs membres sont toujours davantage exclus des postes d'élus. Si bien que la fabrication d'« intérêts » et d'identités de classe se trouve empêchée alors qu'elle pourrait faire reculer la promotion de l'identité nationale comme identité politique légitime.

Second constat : plus seront « cassés » les collectifs de travail et les sociabilités locales, plus seront démantelés les services publics, plus l'insécurité sociale s'étendra. S'avivera alors la guerre des pauvres contre de plus pauvres et celle des petites classes moyennes contre celle des milieux populaires, qui alimentent les votes FN. Ces luttes entre voisins sont intensifiées par les « modernisations » libérales dans les entreprises et les politiques depuis trente ans.

---

## **Une protection unificatrice contre le libéralisme**

**Par Nicolas Lebourg**, historien, spécialiste de l'extrême droite

Pourquoi la colère sociale choisit-elle le FN plutôt que de se répartir entre les gauches ? On omet à la gauche de la gauche que le libéralisme a deux composantes : l'économique et le culturel. Le Front de gauche combat le premier, mais promeut le second (humanisme égalitaire, multiculturalisme). C'est particulièrement le cas de sa composante mélenchoniste, le Parti communiste comme son électorat ayant dans leur histoire un plus grand attachement aux valeurs d'ordre. Cette ligne a toutefois été troublée par le style populiste choisi par Jean-Luc Mélenchon (par exemple, ses attaques virulentes contre les journalistes), qui, non seulement n'a pas séduit dans les milieux populaires, mais trouble son électorat de 2012 (urbains, diplômés, travailleurs du service public).

Le Parti socialiste est perçu comme le relais français des deux libéralismes, et a rappelé, peu avant le vote, l'importance du libéralisme culturel dans son offre (relance des débats sur le droit de vote des immigrés, sur le genre ou la famille). L'Union européenne apparaît comme la parfaite

incarnation des deux libéralismes, exigeant la déconstruction de l'État social, le suivisme des dogmes libre-échangistes et monétaristes, mais intervenant lors de l'affaire Leonarda pour fustiger la France. Or, de longue date, à chaque fois que lui a été présenté le choix entre une offre politique « euro-libérale » et une autre paraissant unificatrice et sociale, le peuple souverain a choisi la seconde. En 1995, ce fut Jacques Chirac et sa « fracture sociale » contre Édouard Balladur. En 1997, ce fut la gauche plurielle alors que la campagne d'entre-deux-tours avait vu la droite mettre en avant Alain Madelin.

Si, le 21 avril 2002, les Français ont envoyé Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, ils ont, bien au-delà, choisi pour plus de la moitié d'entre eux de voter pour des candidats antimondialisation. En 2005, ils congédient le traité constitutionnel européen. En 2007, ils choisissent Nicolas Sarkozy, « candidat du pouvoir d'achat », qui cite Jean Jaurès. En 2012, ils ont opté pour le candidat du discours du Bourget, celui qui disait aux voyous « la République vous rattrapera » et à la finance qu'elle était « (son) ennemi ». Dimanche, ils ont choisi le FN. La demande sociale, depuis vingt ans, réclame une protection contre le libéralisme économique et un horizon d'attente culturelle unificateur.

À force de ne pas être entendue, cette demande se radicalise en demande autoritaire. L'ethnisation constante des représentations sociales fait le reste. La cote d'alerte a été atteinte lors des élections législatives partielles de 2013, où, en cas de second tour UMP-FN, de 15 à 20 % de l'électorat PS a voté FN, selon les calculs du politiste Joël Gombin. Le vote FN est paru à une part de l'électorat de gauche non plus telle une trahison de sa tradition « antifasciste », mais comme constituant un aiguillon idéologique contre le libéralisme.

Aujourd'hui, le FN apparaît capable de proposer une protection complète, son discours est celui d'un souverainisme intégral (politique, économique, culturel) qui promet à l'électeur de toute classe sociale d'être protégé de la globalisation économique et culturelle et d'avoir la jouissance tant des gains du capitalisme entrepreneurial (thème du « protectionnisme intelligent ») que de la protection de l'État-providence (thème de la « préférence nationale »). Si les gauches ne redéfinissent pas leur rapport au libéralisme, elles risquent de ne jouer que les utilités en 2017.

---

## **Construire un nouveau récit émancipateur**

**Par Alain Hayot**, sociologue, délégué national à la culture du PCF

Le séisme politique que nous venons de vivre n'est pas le premier du genre mais il nous enjoint de penser et mener enfin l'indispensable contre-offensive pour reprendre la main politique et idéologique face à l'extrême droite et, parce que l'un ne va pas sans l'autre, face aux forces libérales et néoconservatrices, aux tenants de l'ordre actuel. Il faut pour cela cesser de croire à la fable qui décrit le vote FN comme un simple cri alors qu'il est de plus en plus un vote d'adhésion en faveur d'une conception de la société aux antipodes des valeurs de gauche. Va-t-on enfin prendre conscience que le Rassemblement bleu Marine se pose en alternative au capitalisme néolibéral, mondialisé et financiarisé auquel il veut substituer un capitalisme nationaliste, autoritaire, néoconservateur, identitaire et xénophobe.

La voie lui est d'autant plus ouverte que l'UMP et le PS s'inscrivent dans la cohérence libérale incarnée par l'Europe, et la gauche alternative a un mal fou à élaborer et rendre lisible une

démarche postcapitaliste. Il faut définitivement renoncer au leurre du « front républicain » qui n'est que le dernier avatar d'une collaboration de classes sur fond de ralliement aux thèses libérales. La vraie question est plutôt de construire un pôle de rassemblement de la gauche antilibérale, sociale et écologique face aux deux autres pôles qu'annonce la recomposition politique en cours : le pôle bleu Marine autour du FN et d'une partie de la droite et le pôle social-libéral autour du PS et des centristes. Il faut alors que la gauche de transformation sociale soit en mesure d'offrir un projet et une démarche susceptibles de répondre aux trois questions majeures que pose la crise :

- Comment faire face à la montée des peurs et des angoisses générées par la crise économique et sociale, les replis sur soi, les divisions, la xénophobie et l'obscurantisme qu'elle provoque ? Il nous faut pour cela renouer les liens de la solidarité entre toutes les victimes, quels que soient leur âge, leur origine, leur appartenance sociale ou territoriale. C'est la condition de la renaissance d'une conscience de classe, celle des dominés, et d'une hégémonie culturelle progressiste à la hauteur des enjeux du temps.
- Comment affronter la fracture démocratique entre le peuple et sa représentation, entre les citoyens et la politique ? Il faut le faire en refondant notre conception de l'État, de la République, de la laïcité et de la démocratie, par une révolution dans nos manières de faire de la politique. « Prenez le pouvoir » reste un slogan creux si nous ne lui donnons pas de chair.
- Comment prendre à bras-le-corps la crise du sens qui fait perdre tout repère et l'idée même qu'il est possible d'influer sur le cours des choses ? Au face-à-face mortifère entre le néolibéralisme qui aliène la condition humaine, la nature et la culture et le national-populisme, chronique annoncée d'un totalitarisme pour les temps qui viennent, il nous faut d'urgence inventer un nouveau récit émancipateur. Celui-ci doit croiser l'espérance communiste à l'égalité, le rêve féministe et libertaire à l'épanouissement des droits de chacun-e, l'urgence écologique à faire de la planète notre bien commun, l'utopie de la mondialité culturelle à faire vivre chacune d'entre elles comme leur nécessaire relation et l'aspiration citoyenne à décider du local au global. La contre-offensive que j'appelle de mes vœux passe par l'invention d'un grand dessein qui définit une nouvelle utopie, les valeurs et les idées qui les accompagnent pour alimenter les rêves et les désirs afin de rouvrir l'espoir. C'est en éclairant l'avenir que nous nous garderons de la barbarie.

## **LE FRONT NATIONAL HISTOIRE EN DROITE LIGNE**

En juin 1972, l'organisation d'extrême droite Ordre nouveau (regroupant des anciens collabos de la LVF et du PPF, de l'OAS, des poujadistes ou des notables bourgeois nationalistes) décide de participer aux élections législatives de 1973 au sein d'une structure nommée Front national, avant de se transformer en parti politique, en octobre 1972.

---

### **P.-S.**

\*

<http://humanite.fr/de-quoi-la-montee-du-front-national-est-elle-l'expression-et-comment-y-repondre-536395>